



Assier, le 16 juin 2023

Communiqué de Presse

Accord de libéralisation UE-MERCOSUR **Pour une alternative à un accord injuste**

Chaque jour, la menace se fait plus pressante : la Commission européenne et plusieurs États européens veulent ressusciter ce qui serait l'un des plus vastes accords de libéralisation du commerce au monde, l'accord entre l'UE et le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay). Au prétexte de la guerre en Ukraine et de la nouvelle situation géopolitique, ils souhaitent finaliser en 2023 un accord qui vise principalement à importer toujours plus de ressources naturelles en Europe pour exporter des voitures thermiques et des pesticides, tout en ouvrant de nouveaux marchés aux entreprises multinationales. L'Union européenne n'a-t-elle donc rien d'autre à proposer pour notre avenir commun que des recettes qui nous conduisent dans le mur ?

La Confédération paysanne souhaite alerter l'opinion publique, les parlementaires et collectivités territoriales : cet accord favoriserait en effet les intérêts économiques des entreprises multinationales au détriment de la planète, des populations indigènes, des paysan.nes, des travailleurs et travailleuses, du bien-être des animaux, et aggraverait la désindustrialisation ainsi que les inégalités sociales.

Souvent présenté comme un accord « des voitures contre des vaches », il vise à renforcer les exportations européennes d'automobiles, mais également celles de textiles et de produits alimentaires (fromages, lait en poudre...). Les importations en provenance des pays du Mercosur qui seraient favorisées sont notamment la viande (bœuf, poulets...) et l'éthanol issu de la canne à sucre. Près de 100.000 tonnes de viande bovine pourraient être exportées vers l'Europe, conséquence de la baisse des tarifs douaniers.

Alors que la Cour des Comptes vient de publier un rapport sur la nécessité de diminuer la production de viande bovine en France, ces accords constitueraient une nouvelle attaque contre les éleveurs et éleveuses français.es.

Nous pensons donc que l'accord UE-Mercosur doit être arrêté et qu'il est temps de fonder notre avenir commun sur de nouveaux principes de solidarité, d'égalité, de coopération, de soutenabilité et de démocratie afin de « de garantir une bonne vie pour toutes et tous » plutôt que « d'assurer des profits pour quelques-uns ».

Les relations entre les peuples ne doivent plus être fondées sur l'exploitation : les droits humains, ceux des populations, des paysan.nes ainsi que la protection de la biodiversité et du climat doivent être mis au premier plan. Un accord d'égalité commence par la reconnaissance des relations de pouvoir qui traversent nos sociétés, et doit permettre de dépasser les modèles économiques fondés sur l'appropriation du travail de populations exploitées. La coopération est notre socle : seules les grandes entreprises gagnent lorsque l'on dresse les travailleurs.euses et les agriculteurs.trices les un.es contre les autres. L'UE et le Mercosur doivent être en mesure de protéger les producteurs.trices de la concurrence déloyale ; et les populations du Mercosur doivent avoir le droit de dire non aux pratiques extractivistes néfastes et d'exiger un prix équitable pour leurs ressources. Les relations

commerciales, si elles se développent, doivent se concentrer sur des méthodes de production soutenables et sur des produits qui ne sont disponibles ni dans l'UE ni dans le Mercosur.

Enfin, la relation entre les peuples du Mercosur et l'UE ne peut être décidée à huis clos. Tout futur accord doit être fondé sur les principes ci-dessus, de manière démocratique, participative et transparente. Les populations des deux régions doivent avoir le droit de dire NON à tout accord qui ne sert pas leurs intérêts légitimes et leurs aspirations à des sociétés démocratiques, soutenables et justes. Et si ces principes sont bafoués, nous répondrons présent.es pour résister à cet accord injuste !

La Confédération Paysanne du Lot appellera les collectivités territoriales et les élu.es à prendre des motions pour demander le rejet de ces accords.

Contacts :

Confédération paysanne :

Cyril Vorobioff, co-porte-parole

Laurie Cotteaux, co-porte-parole

conf.paysanne.lot@gmail.com, 06 19 12 95 01